

## «Cessez de stigmatiser les Kosovars»

Bashkim Iseni, spécialiste du Kosovo, adresse un cri d'alarme contre les préjugés.

Entre ses séminaires aux Universités de Lausanne et de Genève, Bashkim Iseni prend le temps de nous rencontrer au buffet de la gare de Lausanne. Essoufflé, il est surtout révolté contre les clichés qui collent à la peau des Kosovars. La violence de ces jeunes défraye la chronique depuis plusieurs mois en Suisse et alimente les débats politiques. «Non sans causer de dégâts», selon cet Albanais de 35 ans.

Docteur en sciences politiques, Bashkim Iseni a passé la moitié de sa vie en Macédoine, l'autre en Suisse. Il attend sa naturalisation, demandée il y a trois ans. Aujourd'hui, rien ne le fera quitter ce pays. Il considère la Suisse comme partie fondatrice de son identité. Ou plutôt de ses identités. Au même titre que les Balkans. Spécialiste de la diaspora de cette région, à laquelle il a consacré une thèse, il nous parle d'une situation particulière parmi ces ressortissants: celle des Kosovars et leur intégration en Suisse. Tantôt avec l'œil du spécialiste, tantôt avec celui de l'acteur.

### - Comment interprétez-vous la violence des jeunes Kosovars?

Il ne faut pas chercher à comprendre ces comportements sur la base d'éléments culturels. On parle de guerre de clans, de violence importée, mais elle a lieu dans un contexte bien particulier.

### - Lequel?

Celui d'une absence de structures d'intégration dans la société d'accueil et d'une perte de mobilisation de la communauté d'origine. Quand il n'y a aucune instance pour créer un lien entre l'individu et la société, le Kanun se met en place.

### - Qu'est-ce que le Kanun?

C'est un code médiéval non écrit, très conservateur et patriarcal, pour maintenir l'ordre dans le désordre. Quand il n'y a pas d'Etat. Ces règles ont structuré l'imaginaire collectif. Aujourd'hui, des vestiges perdurent, surtout chez ceux issus du milieu rural. Dans leur lien à la famille, dans la fratrie, dans le rapport de l'homme à la femme.

### - Ce qui pourrait expliquer une incompatibilité avec les modes de vie en Suisse?

Ce n'est pas vrai pour tous. Ce qui m'agace profondément, c'est que l'on fixe une réalité pour en faire une généralité. Comme une photo. Ces clichés ne sont pas représentatifs d'une communauté. Une majorité de Kosovars s'intègre d'une façon invisible et non polémique.

**- Mais une minorité fait beaucoup parler d'elle.**

Toutes ces questions liées à la sécurité, à l'ordre public sont un fond de commerce intéressant pour les politiciens en année électorale. J'appelle à leur conscience civique pour qu'ils manient avec précaution ces thèmes. En se «tirant dans les pattes» pour gagner des sièges, ils causent de graves dégâts. Une telle stigmatisation est dangereuse et mène tout droit au racisme. Il y a peut-être davantage de Kosovars impliqués dans des actes barbares mais ce n'est pas parce qu'ils sont Kosovars qu'il y a cette violence.

**- D'où vient cette violence?**

Chaque immigré passe par une crise identitaire. Les jeunes ont besoin de repères. Or, ils viennent de familles déracinées qui les éduquent avec l'idée de retourner au pays. Mais le retour n'a jamais lieu. Et pendant ce temps, ils ne s'immergent pas dans la société d'accueil.

**- Ceci serait valable pour tout immigré. Y a-t-il une spécificité chez les Kosovars?**

Le repli identitaire est particulièrement marqué chez les migrants kosovars qui ont vécu dans une société opprimée, en dehors du système. Au cours de l'histoire, soit l'Etat n'a pas voulu les intégrer soit il a voulu le faire mais en effaçant leur identité. Ils ont donc toujours eu une relation de haine envers l'Etat. L'Etat, c'était l'ennemi à abattre. Donc forcément, quand on hérite de ce réflexe minoritaire, des réactions violentes peuvent émerger.

**- Ce rapport conflictuel à l'Etat expliquerait un manque de volonté de s'intégrer?**

La volonté ne suffit pas. Encore faut-il en avoir les moyens. Ce groupe n'est pas aussi homogène qu'on le présente. Un Kosovar riche est plus proche d'un Suisse riche que d'un Kosovar pauvre. Il y a des clivages socio-économiques très importants entre les citadins et les paysans. Les comportements sont plutôt liés à ces facteurs. C'est beaucoup plus difficile pour une famille pauvre et peu instruite, si l'Etat ne lui offre pas de moyens pour s'intégrer.

**- Comme un «contrat d'intégration» proposé par les politiciens, avec notamment des cours de langues?**

Ce n'est pas suffisant. Un contrat d'intégration, c'est comme un contrat de mariage. Ce n'est pas parce qu'on a une bague au doigt qu'on aime et qu'on respecte l'autre. La volonté de vivre ensemble doit primer. On peut parler parfaitement une langue sans avoir d'attache à la culture. Pour s'intégrer, ce n'est pas un contrat qu'il faut créer, mais un véritable esprit d'adhésion.

**- Comment y arriver?**

En offrant des modèles. Comme Behrami, le footballeur. Dans le sport mais aussi dans l'administration et la politique. Il faut donner des fonctions importantes à des personnes dont le nom sort du lot. Je suis en faveur de la discrimination positive comme symbole à apporter aux étrangers.

**- L'angélisme plutôt que la répression?**

Je ne dis pas qu'il faut faire des éloges. Nier les problèmes ne sert à rien car ils nous retombent dessus, comme en France avec Le Pen. Il faut affronter les difficultés mais avec une approche civique plutôt que culturelle. Considérer ces jeunes comme des individus et non comme des membres d'une collectivité. Celui qui commet un délit mérite une punition. Il y a des lois pour cela, donc

appliquons-les. Qu'on lui ôte son passeport mais qu'on ne fasse pas tout un plat autour de son origine.

**- Vous seriez pour le retrait de la nationalité aux délinquants?**

La nationalité est bien plus qu'un passeport. Ce n'est pas parce qu'on retire un passeport qu'on est moins violent. Et ce n'est pas parce qu'on est violent qu'on aime moins ce pays. On peut enlever un passeport mais jamais une attache. La nationalité comprend la notion de sacrifice, d'amour pour son pays et de contribution à son bien-être. La nationalité ne se résume pas à une croix blanche sur fond rouge. Sinon, je l'aurais moi-même demandée bien avant.

Magali RoCHAT, Télévision Suisse Romande

*© Sauf accord de l'auteur et de la direction du CRFJ, ces travaux, réalisés dans le cadre de la formation, ne sont pas destinés à la publication ni à la diffusion.*